

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NOTILIA**

ZI de Grézan  
BP 4008  
30000 Nîmes

Références : -

Code AIOT : 0006603886

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2024 dans l'établissement NOTILIA implanté 1284, chemin du Mas des Sorbier ZI de Grézan BP 4008 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 09/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOTILIA
- 1284, chemin du Mas des Sorbier ZI de Grézan BP 4008 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006603886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine, créée à Nîmes en 1865 et qui fabriquait à l'origine du savon, est aujourd'hui spécialisée dans la production d'une gamme de produits d'entretien pour les particuliers et professionnels. Des produits ménagers et d'entretien (white spirit, détergents, savons, eau de javel, etc..) sont formulés, conditionnés et expédiés par la société NOTILIA depuis cette usine de Nîmes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- AN24 Sécheresse
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 10.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 10.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
9	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2024, article 10.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Etablissement des justificatifs	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
12	Bilan environnemental Sécheresse	AP Complémentaire du 31/08/2024, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
13	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.1	Sans objet
2	Surveillance des prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 10.2.2	Sans objet
3	Plan des	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réseaux	article 4.2.2	
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.1	Sans objet
6	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.7	Sans objet
10	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
14	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
15	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
16	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
17	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la sobriété hydrique, la gestion des eaux de procédé du site, la sécheresse et l'action nationale per-polyfluoroalkylées (PFAS).

- Sobriété hydrique

L'exploitant est vigilant à la préservation de la ressource en eau. En effet la quasi-totalité de ses prélèvements se retrouvent dans ses produits finis, la sécurisation de l'accès à la ressource en eau est donc un sujet primordial pour le site. L'exploitant dispose d'une bonne connaissance de ses postes de consommation en eau et a identifié des actions de réduction de sa consommation via notamment la réutilisation des eaux de neutralisation et des eaux de rinçage qui sont actuellement rejetées vers la station d'épuration, certaines vont être opérationnelles dès la fin de l'année 2024.

- Gestion des eaux du site

Le site dispose d'un réseau de collecte des eaux séparatif (eaux pluviales et eaux usées) qui dispose de système d'isolement.

Les eaux résiduaires industrielles sont pré-traitées par neutralisation sur site avant rejet vers la station communale. Les eaux résiduaires après prétraitement et les eaux de forage sont analysées respectivement annuellement et semestriellement. L'inspection relève que les résultats d'analyse ne font actuellement pas l'objet de déclaration sous GIDAF.

- Sécheresse

L'exploitant a connaissance de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement et a pris connaissance récemment de

l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-038-DREAL du 08/08/2024 actualisant les dispositions applicables au site en cas de période sécheresse. L'exploitant doit rapidement actualiser ses procédures de gestion des épisodes de sécheresse suite à ces deux arrêtés.

Il peut demander une révision des dispositions imposées par l'arrêté préfectoral du 08/08/24 applicables dès la phase de vigilance en apportant au Préfet les justifications adéquates suite à l'évolution des productions.

- PFAS

L'exploitant a procédé aux campagnes d'analyse des PFAS les 26 septembre, 23 octobre et 20 novembre 2023. Les prélèvements et analyses ont été effectués par un laboratoire agréé conformément à l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements et consommation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes (cf tableau)
<b>Constats :</b>  L'exploitant s'approvisionne en eau à partir : <ul style="list-style-type: none"><li>• du réseau d'eau de la ville de Nîmes</li><li>• de l'eau de forage issue de la nappe souterraine de la Vistrenque.</li></ul> L'eau potable est essentiellement utilisée pour les eaux domestiques et l'eau de forage pour le process (fabrication d'eau déminéralisée et lavage des cuveries). L'exploitant estime que plus de 95% de l'eau consommée se retrouve dans les produits fabriqués (eau déminéralisée, dilution de vinaigre, eau de javel...). Ce ratio mériterait d'être argumenté et suivi car il représente bien le potentiel restant d'économie en eau du site.  Entre 2022 et 2023, la consommation en eau potable a augmenté. Elle est passée de 1150 m3 à 1668 m3 suite à un problème sur le pompage de l'eau de forage. De ce fait, l'exploitant a consommé moins d'eau de forage en 2023. Celle-ci est passée de 20939 m3 en 2022 à 18 466 m3 en 2023. La consommation maximale en eau potable de 1 000 m3 est ainsi régulièrement dépassée. Pour l'année 2023, 19 210 m3 d'eau ont été consommés pour la fabrication d'eau déminéralisée et 993 m3 sont issus de l'étape de neutralisation et sont rejetés vers la station d'épuration urbaine. L'inspection a comparé les données transmises par l'exploitant des consommations d'eau suivi par les 4 compteurs présents et ceux déclarés sur GEREPE et a constaté quelques erreurs telles que l'oubli de déclarer sur GEREPE la consommation en eau potable en 2021 et la saisie sur GEREPE de la

consommation en eau pour la production d'eau déminéralisée au lieu de la consommation en eau de forage en 2023. Ces erreurs ne jouent que sur quelques m3 et ne remettent pas en cause les déclarations.

L'inspection note que l'exploitant s'est engagé dans un plan de réduction de sa consommation en eau. Il a ainsi mis en place des moyens pour limiter l'utilisation de l'eau de forage lors des rinçages avec des canalisations dédiés pour chaque produit fabriqué et va mettre en fonctionnement d'ici la fin d'année, la réinjection de certaines eaux de lavage après filtration dans le process.

L'inspection note que l'exploitant a une bonne connaissance des volumes prélevés et des consommations sur son site et les plans d'actions (réflexion sur la réutilisation des eaux neutralisées) associés traduisent la sensibilité de l'exploitant à la sobriété hydrique de son site et donc à la préservation de la ressource.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'être plus vigilant dans la saisie des données sur GEREP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Surveillance des prélèvement d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 10.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto-surveillance des prélèvements d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvements d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection

**Constats :**

Le site est actuellement équipé de 4 compteurs :

- 1 compteur au niveau de l'alimentation générale en eau potable
- 1 compteur au niveau l'alimentation en eau du forage
- 1 compteur au niveau de l'alimentation des 2 déminéralisateurs
- 1 compteur en sortie du poste de neutralisation

L'exploitant relève et reporte sur un fichier de suivi les volumes des 4 compteurs présents sur site mensuellement.

L'inspection a pu prendre connaissance de ce fichier de suivi. Celui-ci retrace les consommations en eau de forage et en eau potable et les volumes consommés pour la production d'eau déminéralisé et les volumes rejetés vers la station d'épuration après neutralisation depuis 2009.

L'exploitant indique qu'il va développer le réseau de compteur avec télé-relève dans le bâtiment E avec 2 nouveaux compteurs, ce qui lui permettra d'affiner sa connaissance de l'utilisation d'eau dans ses process.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs

ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des réseaux qui a été mis à jour le 20/04/2024.

L'inspection a pu constater la présence des 2 disconnecteurs posés sur les arrivées en eau potable et en eau de forage. Les disconnecteurs ont été vérifiés par la société MADIS le 03/04/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte des eaux est du type séparatif, de façon à dissocier : les eaux domestiques, les eaux résiduaires industrielles, les eaux pluviales des zones de circulation et de stationnement et les eaux propres des toitures. L'exploitant tient à jour le plan des réseaux de collecte des effluents susvisés

Constats :

L'inspection a pu constater que le réseau de collecte des eaux était bien séparatif :

- les eaux domestiques rejoignent le réseau communal assainissement,
- les eaux résiduaires industrielles après neutralisation sont dirigées vers la station communale,
- les eaux pluviales des zones de circulation, de stationnement et les eaux propres des toitures sont dirigées vers les fossés par 5 sorties présentes au sein de l'installation.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Protection des réseaux internes à l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement (eaux usées et eaux pluviales) par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a pu constater sur site que l'exploitant a mis en place des bacs de stockage d'obturateur comprenant obturateur, pompe et procédure d'utilisation à proximités des 5 sorties vers les fossés afin d'isoler les eaux pluviales des zones de circulation de stationnement et les eaux propres des toitures sur site en cas de pollution. L'isolement des eaux usées industrielles sur site se fait quant à lui par la fermeture de la vanne terminale d'isolement (V11) en sortie du système de régulation.</p> <p>La bonne vérification périodique de cette vanne n'a pas pu être justifiée au cours de l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la procédure d'isolation des eaux usées industrielles</li> <li>la feuille de suivi des manœuvres de fermeture et d'ouverture de la vanne terminale d'isolement V11</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Surveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux usées industrielles sont dirigées vers le réseau d'assainissement communal dans le cadre d'une convention de rejet établie avec le gestionnaire de l'équipement de traitement. Ces eaux transitent par une cuve de neutralisation (ajustement du pH). Le volume de ces eaux est de l'ordre de 475 m<sup>3</sup>/an. Le volume journalier est en moyenne de 10m<sup>3</sup>/jour. Les caractéristiques des eaux rejetées doivent satisfaire en toutes circonstances aux limitations suivantes : T°C &lt;30°C, 5,5 &lt;8,5,</p>



couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100mg/Pt/l. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (cf tableau). Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.
<b>Constats :</b>  Sur la base des rapports d'analyse des eaux résiduaires du laboratoire d'analyses CERECO dont les campagnes de prélèvements ont été réalisées du 26/04/2023 au 27/04/2023 et du 22/04/2024 au 23/04/2024, l'inspection a pu constater que les paramètres à suivre, les concentrations et les flux des paramètres suivis ainsi que la fréquence annuelle étaient respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Surveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant mesure en continu le PH et le débit des eaux industrielles rejetées. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant fait effectuer 1 fois par an un contrôle, par un organisme tiers compétent, de la qualité des rejets d'eaux industrielles, sur les paramètres listés à l'article 4.3.6 du présent arrêté, selon les méthodes normalisées en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que le pH et le débit des eaux industrielles rejetées étaient mesurés en continu mais que le système d'enregistrement sur carte n'était plus opérationnel sur l'automate de la station de neutralisation. L'exploitant prévoit de faire évoluer le système début 2025. Les prélèvements et analyses des eaux résiduaires sont effectués à fréquence annuelle par le laboratoire d'analyses CERECO qui est accrédité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de remettre en fonctionnement le système d'enregistrement en continu du pH et de débit en sortie de la station de neutralisation et de conserver les enregistrements de ces données. Une justification du caractère opérationnel de la mesure de pH et de son enregistrement sera à apporter à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 10.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une surveillance des eaux souterraines est définie et mise en œuvre par l'exploitant. A cette fin l'exploitant met en place un réseau de piézomètres couvrant l'ensemble du site constitué de Piézomètre P1 en amont hydraulique du site, piézomètre P2 en aval hydraulique du site et forage eau industriel en aval hydraulique du site. Les objectifs de cette surveillance sont de connaître le fonctionnement de l'aquifère surveillé, de détecter aussi précocement que possible une éventuelle pollution, de l'identifier et de la supprimer et de neutraliser en tant que besoin le nuage de pollution. Les ouvrages de surveillances des eaux souterraines font l'objet de dispositions constructives et organisationnelles permettant de se prémunir contre les conséquences d'une inondation du site. En particulier, ils font l'objet de surélévation bétonnée qui les isole de tous les déversements ou d'une élévation d'eau de 50 centimètre . Chaque piézomètre fera l'objet de contrôles tels que présentés sur le tableau suivant (cf tableau). Les résultats de cette surveillance font l'objet des interprétations nécessaires par l'exploitant. L'exploitant déclenche toutes actions nécessitées par la situation dans le cadre de gestion environnementale du site. Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des interprétations auxquelles elles ont donné lieu, et la description des éventuelles actions entreprises ou planifiés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réalisé les prélèvements et les analyses de l'ensemble des paramètres demandés sur les 2 piézomètres et sur le puits de forage en septembre 2023 et en avril 2024 respectant ainsi la fréquence annuelle.</p> <p>Toutefois, l'exploitant ne suit plus l'évolution des concentrations des paramètres depuis septembre 2020 afin de détecter une éventuelle pollution des eaux souterraines.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'être en capacité d'interpréter les résultats d'analyse des eaux souterraines afin d'identifier d'éventuelles dérives et le cas échéant et de mettre en place des actions correctives. A cette fin le remplissage du tableau de suivi des paramètres analysés pourra utilement être actualisé et régulièrement tenu à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Déclaration GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2024, article 10.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7</p>

et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne déclare actuellement pas son autosurveillance sur GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de déclarer régulièrement sous GIDAF les résultats d'analyses des eaux souterraines et des eaux usées industrielles et de façon rétroactive pour 2024
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Les installations exemptées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li> <li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li> <li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li> <li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> <li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li> <li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li> <li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul>

<p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas exempté au sens de l'article 3 de l'AM sécheresse.</p> <p>Depuis le 08/08/2024, l'exploitant possède un arrêté préfectoral complémentaire (n°2024-038) qui lui impose des restrictions en période de sécheresse.</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que les prescriptions de cet arrêté préfectoral sont cumulatives avec celles de l'arrêté ministériel sécheresse.</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance que son nouvel arrêté préfectoral sécheresse (n°2024-038) est potentiellement très restrictif pour son activité de fabrication d'eau déminéralisée en raison de la limitation du prélèvement à 96m3/j dès la période de vigilance.</p> <p><b>Il est indiqué à l'exploitant qu'il peut demander au Préfet la révision des prescriptions de cet arrêté en apportant les justifications précises et argumentées du caractère restrictif (limitation de la production) dès la phase de vigilance. Cette demande est à anticiper au maximum par rapport à la période estivale.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Etablissement des justificatifs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p>

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

#### Constats :

En consultant VIGIEAU, l'inspection a constaté que le site fut :

- en vigilance d'avril à septembre 2023
- en alerte du 14/09/2023 au 01/11/2023
- en vigilance de novembre 2023 à mars 2024

En CSE du 08/08/2024, l'exploitant a traité le sujet d'alerte sécheresse et prévoit les mesures nécessaires et adéquate en cas d'alerte. Des procédures pour chaque niveau de gestion sécheresse ont été rédigées toutefois celles-ci ne sont pas à jour et ne prennent pas en compte l'APC n°2024-038-DREAL en cas de période de sécheresse et l'arrêté ministériel du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de mettre à jour et de transmettre à l'inspection les procédures "sécheresse" du site pour chaque niveau de gestion sécheresse ;
- de préparer et de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs demandés à l'article 4 de l'arrêté ministériel sécheresse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 12 : Bilan environnemental Sécheresse

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/08/2024, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bilan environnemental

#### Prescription contrôlée :

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites

comportant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,</li> <li>- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,</li> <li>- les coûts afférents,</li> <li>- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.</li> </ul> Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas établi de bilan environnemental des actions conduites lors des 2 périodes de vigilance et de la période alerte en 2023.</p> <p>La rédaction du bilan au titre de l'épisode 2023/2024 n'est plus d'actualité mais il est rappelé à l'exploitant cette obligation pour les épisodes ultérieurs.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour prendre en compte pour les épisodes de sécheresse futurs l'obligation de rédaction et de transmission du bilan environnemental des actions conduites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Après vérification auprès des fournisseurs de matières premières et des distributeurs de détergents sur la présence de fluor, l'exploitant a indiqué que les produits ne contenaient pas de fluors.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas interrogé les fournisseurs des produits utilisés en maintenance.</p> <p>L'ensemble des paramètres obligatoires ont bien fait l'objet d'analyse (AOF + 20 PFAS).</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de recherche d'éléments fluorés dans les produits de maintenance utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Les campagnes d'analyses ont été réalisées au point de rejets des eaux usées de l'établissement sur les 20 PFAS + AOF. La présence de PFPeA (acide perfluoropentanoïque) est notamment identifiée lors des 3 campagnes d'analyses. Compte tenu des faibles volumes d'effluents du site, le flux rejeté estimé est faible. L'inspection informe l'exploitant qu'il peut être intéressant, dans le cadre de son objectif de compréhension de la provenance des PFAS détectés, de réaliser une mesure de PFAS dans les eaux de forage simultanée à celle des eaux de rejet du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

<b>Constats :</b>  Les organismes mandatés pour les prélèvements et les analyses des PFAS sont accrédités. Les prélèvements ont été effectués par CERECO et les analyses ont été effectuées par le laboratoire AGROLAB pour les 20 PFAS du 2° de l'article 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Exigences pour le prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b>  Les échantillonnages des 3 campagnes d'analyses ont été effectués en septembre et novembre 2023 sur une durée de 24 heures et en octobre 2023 sur une durée de 21h50 suite au débranchement de l'alimentation électrique du préleveur automatique par erreur par l'exploitant. L'inspection considère que ce rapport peut être accepté du fait que le rejet d'eaux résiduelles industrielles se fait par batch vers la station d'épuration et que l'exploitant envisage de réaliser une nouvelle campagne d'analyses PFAS à la fois sur ces eaux résiduelles industrielles et sur les eaux de forage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.



<b>Constats :</b>
Les limites de quantifications de 100ng/L pour les PFAS et 2000ng/L pour l'AOF sont bien respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite